COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 3 MARS 1984 — N° 243 — PRIX : ANTILLES 2 F, FRANCE 3 F

Editorial

LES RICHES ONT BESOIN DES PAUVRES POUR S'ENRICHIR MAIS ILS N'AIMENT PAS LE SPECTACLE DE LEUR PAUVRETE.

Tout le milieu des possédants de Guadeloupe et de Martinique est agité de tremblements d'indignation. Les hôteliers de Guadeloupe et toute la branche touristique ont clamé bien haut leur «ras-le-bol», ils en ont assez ! Le tourisme est menacé ; menacé par toutes sortes d'incidents violents et criminels qui donneraient, disent-ils, une mauvaise image de marque des Antilles et feraient fuir le touriste !...

On a vu récemment les grands propriétaires Békés de la Martinique laisser exploser leur colère en bloquant la ville de Fort-de-France, et même en s'attaquant au siège des syndicats ouvriers de la Martinique. Eux aussi, ils en ont marre ! Pensez-vous ! Il a suffi que six portiqueurs du port de Fort-de-France se mettent en grève pour qu'une bonne partie des navires porte-containers ne puissent être chargés, ni déchargés. Et c'est cela qui a provoqué la furie de ces messieurs.

A Pointe-à-Pitre comme à Fort-de-France, les riches et tous ceux qui partagent leur vision sociale, tout le monde du «business», tous ceux qui gravitent autour du commerce et du tourisme, ne font que déplorer «le climat d'insécurité», «le climat de violence» qui grandirait dans nos pays. L'agression crapuleuse de deux voyeus contre un couple de français en vacances a fait déborder l'indignation de ces milieux. Il réclament des mesures plus énergiques de la part de l'administration. Et il n'y a pas que les agressions crapuleuses, il y a la violence d'origine politique. Un groupe intitulé «Guadeloupe Libération» aurait parait-il tiré sur un restaurant appartenant à un Blanc, et dont la clientèle est en majorité blanche.

Actes racistes, a déclaré un journaliste. Oui, attaquer des Blancs parce qu'ils sont blancs, dans un restaurant, sur la plage, constitue bien évidemment des actes racistes, comme sont des actes racistes, le choix d'un grand nombre de patrons blancs de ne confier certains postes de responsabilité qu'à des Blancs comme eux. Comme est raciste l'ensemble de la situation des Antilles : peuple de couleur, composé en majorité de métis, d'origine africaine et indienne, dirigé, jugé, administré dans les sphères décisives exclusivement par des Blancs. Le petit racisme à la petite semaine de petits voyous noirs qui s'attaquent à des touristes blancs, qu'ils considèrent de toute façon comme des privilègiés par rapport à leur propre situation, n'est finalement que la conséquence du racisme officiel. C'est toute notre situation qui est faite de ce racisme.

Messieurs les Békés de la Martinique, les responsables de la chambre de commerce et de l'office du tourisme de Guadeloupe, voudraient pouvoir faire de bonnes affaires, gagner de l'argent, sans tous ces petits inconvénients que sont les grèves, les agressions, les actes terroristes, etc...Ils voudraient une Guadeloupe tranquille, une Martinique pacifique, mais alors, comment réaliser ce rêve dans des pays où le chômage, et en particulier celui des jeunes,

GREVES SUR LE PORT DE FORT-DE-FRANCE:

LES RESPONSABLES SONT LES PATRONS

Les événements qui se sont déroulés sur le Port de Fort de France depuis le début du mois de février montrent à l'envi la volonté des capitalistes de mater les travailleurs. De quoi s'agit-il ?

Il faut distinguer plusieurs mouvements : tout d'abord les dockers observent une grève perlée en ralentissant les cadences car ils demandent une revalorisation de l'indemnité insuffisance de travail sur le port.

Les dockers presque tous syndiqués à la CGTM sont confrontés au problème de la mécanisation du transport des marchandises transportées. Il y a moins de jours travaillés. Les jours d'inactivité sont payés, mais a un taux bien plus faible que les jours où il y a du travail. C'est ce taux que les dockers demandent d'augmenter.

A côté de cela, il y a la grève des employés de la Compagnie Générale Maritime (CGM), de loin le plus gros transporteur sur le port. Les travailleurs réclament entre autres l'augmentation d'une prime de vie chère pour compenser la différence d'inflation observée entre la Martinique et la France (l'inflation est plus élevée en Martinique qu'en France).

Le port est géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique (CCIM) dont le président est le gros béké Huygues Despointes. Pour décharger et charger les bateaux, on utilise des appareils appelés portiques, et ces portiques ne peuvent être manipulés que par un personnel qualifié. Il y a deux équipes de portiqueurs, l'une dont

Suite page 4

GUADELOUPE

DEMARRAGE DE LA RECOLTE :

PRETS ET SUBVENTIONS ACCORDES.

LES USINIERS SONT GAGNANTS.

La récolte sucrière a commencé cette semaine.

En dépit des débats, des conflits et contreverses autour des difficultés que rencontre le secteur cannier, des dispositions ont été prises pour que, cette année au moins, la canne soit broyée et les quelques rares usines qui demeurent fonctionnent.

Au moment où nous écrivons l'une d'entre elles a commencé réellement à fonctionner c'est l'usine Gardel dans la région du Moule. L'usine de Grand-Anse à Marie Galante serait elle aussi prête à tourner dans quelques jours. Quant à Beauport, après une longue période d'incertitude, l'on est sûr maintenant qu'elle fonctionnera pour cette récolte. La seule usine sur laquelle plane un doute quant à sa mise en route, c'est Grosse-Montagne. Monsieur Charles Simonnet le propriétaire a un contentieux si lourd vis-à-vis des banques et de l'Administation que les négociations ne sont pas encore totalement achevées.

Comment en est-on arrivé cette année encore à faire marcher toutes ces unités sucrières ?

Bien évidemment à coups de subventions massives (et souvent fort importantes). L'on se rappelle qu'il y a quelques semaines une vive polémique avait opposé les présidents du Conseil Général et Régional de la Guadeloupe au gouvernement concernant à la fois la prise en charge des déficits fort important tant des SICA et SAFER que des usines. C'est en effet par plusieurs dizaines de millions que se chiffraient les déficits. Le gouvernement avait dans un premier temps et par la voix de Mr Pierre Mauroy de passage en Guadeloupe annoncé la décision de prendre en charge la totalité des déficits agricoles et pour ce qui est des difficultés des usines, d'en éponger la moitié des pertes. Par la suite le gouvernement revenait sur ses promesses et demandait aux Conseil Général et Régional de prendre en compte la moitié des déficits agricoles et industriels. Ce changement d'attitude fut l'objet de vives contreverses entre les chefs des assemblées locales et des représentants du gouvernement, puis l'affaire fut en définitive classée, les collectivités locales acceptant finalement de suivre ce dernier. Tout s'est passé comme si toutes ces discussions avaient pour unique but de donner l'impression que quelque chose avait changé et que le gouvernement était plus réticent à faire des largesses aux propriétaires des usines.

Mais ce serait se faire des illusions que d'en arriver à une telle conclusion. En définitive, comme par le passé les Huygues Despointes, les Simonnet auront eu droit à des subventions pour leur permettre d'éponger leur soi-disant pertes et déficit. Ils auront eu également droit à des prêts importants de la part des banques et plus particulièrement du Crédit agricole. Qu'on en juge : ce n'est pas moins d'un milliard et demi de prêt qui aura été consenti à l'usine de Grosse-Montagne, pas moins de 900 millions de francs à Beauport et pas moins de 18 millions de Francs de prêt accordès à la SOSUGAT. Si l'on fait la somme cela équivaut à plus de 2 milliards uniquement en prêt sans compter les subventions. Il faut pour être complet signaler que cette année la nouveauté réside dans le fait que ces prêts ont été cautionnés par le département et qu'une partie des subventions distribuées seront remboursées directement par le contribuable guadeloupéen. Voilà à quel prix ces unités sucrières fonctionneront au cours de cette récolte.

Et comme pour mieux faire passer la potion auprès du contribuable, responsables politiques et syndicaux n'hésitent pas à tabler sur une probable relance de la canne qui serait effective dans trois ans.

Mais, c'est là une chanson connue.

Et même si les problèmes climatiques n'étaient plus pris comme alibi pour expliquer les perpétuelles difficultés, même si la pagaille qui existe depuis trois ans à la SAFER et au ni-

Suite page 2

K-DIS RAIZET : UN MOIS APRES L'ATTENTAT DU 3 FEVRIER

Comme elle l'avait annoncé, la direction des Ets Reynoir a payé aux employés de K-Dis Raizet le solde de leur compte.

C'est ainsi que vendredi 24 elle avait convoqué les employés à se présenter au magasin K-Dis Raizet. Là, il leur a été versé le salaire du 25 janvier au 31 janvier (puisque les comptes pour la paye s'arrêtent dans cette société au 25 du mois) et les trois premiers jours de février durant lesquels les employés ont travaillé.

En outre, ils ont perçu les jours de congés payés dûs, calculés pour chacun en fonction de la date de leur dernier congé annuel. Ils ont reçu aussi la prime d'inventaire sur l'exercice 83, représentant environ 70 % du salaire normal.

La présentation de ces divers comptes était suffisamment confuse pour que plusieurs employés ne comprennent pas trop bien ce qui leur était versé.

S'étant acquittéedu minimun de dettes qu'elle avait envers les employés, la direction des Ets Reynoir pense peut être que «le compte est bon».

C'est ainsi que dans la réunion du lundi 20 février, la direction avait carrément renvoyé la discussion avec les délégués au comité d'entreprise au lundi 5 mars,prétextant qu'elle attendait la venue des actionnaires de France pour prendre des décisions sur l'entreprise.

Lors de la réunion de compte-rendu du comité d'entreprise, des employés faisaient part de leur méfiance face à toutes ces magouilles de la direction.

En effet les employés veulent avoir la garantie d'être repris à la réouverture du magasin et de conserver leur ancienneté. Ils ont de plus en plus l'impression que le directeur, De Lavigne, lanterne les délégués au comité d'entreprise.

Une fois il leur raconte qu'il attend les experts de Paris, une autre fois, il attend les actionnaires...de Paris et les discussions sur les points essentiels sont reportées de semaine en semaine.

Des bruits divers circulent.

Un jour les employés entendent que la direction pourrait transformer le super-marché en cash (vente de demi-gros)', tantôt ils entendent qu'elle veut réouvrir très vite le magasin.

Les travailleurs eux disent que ces questions ne les regardent pas : Cash ou Super-marché, ils demandent à conserver leur emploi

Pour l'instant, ils ont la nette impression d'être menés en bateau. En dehors de toute pression exercée par eux, la direction peut en effet prendre n'importe quelle décision, y compris celle de vendre.

Aujourd'hui, la direction leur demande de s'inscrire à l'ANPE pour toucher les ASSEDIC Les travailleurs ont été convoqués par groupe de vingt pour remplir les formalités. Mais ils ne veulent pas solliciter un autre emploi pour que la direction Reynoir ne pense pas être quitte vis à vis d'eux.

Mais si ils veulent réellement défendre leur emploi contre les magouilles des patrons, les travailleurs de K-Dis Raizet peuvent encore se mobiliser, intervenir, eux mêmes d'abord pour faire savoir aux De Lavigne, De Reynal et autres patrons des Ets Reynoir qu'ils n'entendent pas être les dindons de la farce. . . . . .

Les travailleurs savent que cette société dont un des magasin a été endommagé lors d'un attentat sera fortement indemnisée.

Les travailleurs ne veulent pas être les victimes de la politique du terrorisme aveugle et d'actions décidées sans tenir compte d'eux.

Ils ne veulent pas non plus être victime de la politique scélérate du profit capitaliste.

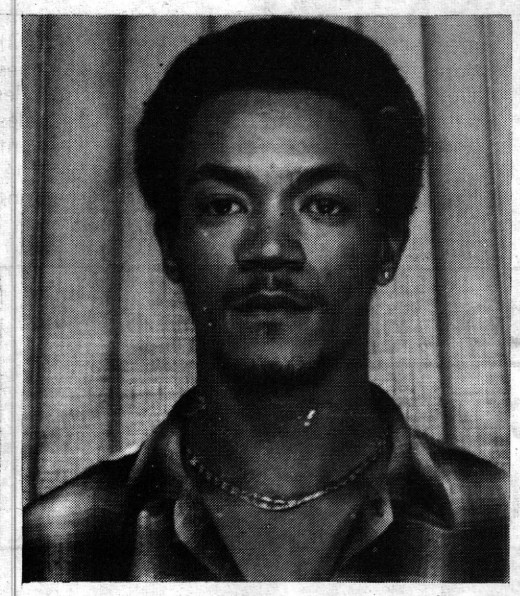
Il n'ont alors que le choix de se faire respecter.

Et dans un premier temps d'obliger De Lavigne à signer un accord garantissant leur emploi à l'ouverture du magasin.

Qui sont les militants du MPGI et de Radio-Unité emprisonnés ?

Nous continuons à présenter les militants du MPGI et de Radio Unité emprisonnés.

JOEL NANKIN



Joel Nankin, a 29 ans, il est né le 4 mars 1955 à Pointe-à-Pitre. Il a suivi des études secondaires jusqu'en 1974, dans une section hotellerie.

Depuis les années 70, il s'intéresse aussi à la musique. Il a joué dans le groupe de Guy Conquète et a aussi enregistré des disques.

Depuis des années de lycée, il s'intéresse aux idées et à la musique, qui pour lui était une façon de manifester son engagement anti-colonialiste.

Jusqu'à son arrestation, il enseignait au LEP de Capesterre, il est syndiqué au SGEG.

A la fin de 1982, il a adhéré au MPGI. Il animait sur Radio Unité une émission sur le Gro Ka : Nou Ka.

Il est marié, sa femme ne travaille pas. Il est père d'une petite fille de trois ans.

Il a été arrêté le 13 décembre 1983 à 6 heures du matin. Lors de la perquisition effectuée à son domicile, les flics ont emporté des cassettes, le double des clefs de sa voiture, un treillis, des vêtements de carnaval de couleurs Kaki.

Il a été transféré en Martinique le 14 décembre à 17 heures. Comme Pératout et Gopy il est inculpé, d'attentat contre l'intégrité du territoire.

Sa femme n'a obtenu le permis de visite qu'un mois et demi après son arrestation, le juge Soubelet ayant refusé d'accorder cette autorisation plus tôt.

Après trois mois de détention, il n'a toujours pas été entendu par le juge d'instruction

Il sera entendu le 8 mars à 10 heures au tribunal de Fort-de-Francee.

COMMUNIQUE

Le groupe des parents et amis des emprisonnés fait appel à la solidarité du peuple guadeloupéen, afin d'exiger la garantie des droits de ceux de ses enfants qui sont emprisonnés aujourd'hui après avoir été les victimes de procédures arbitraires qui sont contraires même à l'esprit du droit francais.

No compte BFC No 61129 Guadeloupe.

Immeuble Capitaine Cavay Grand Camp.

Groupes parents et amis

Adresse des emprisonnés :

Laila Cassubie
Max Safrano
Simone Faisans-Renac
Charles Renac
André Aquaba
Christian Champare :
Maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre.

Raymond Gopy
Humbert Marb euf
Jacques Griselin
Maison d'arrêt de Basse-Terre

Henri Pératout
Marie-Line Peter
Joel Nankin
Maison Centrale 118 rue Victor Sévère, 97200 Fort-de-France.

APRES L'ATTAQUE DE LA MAISON DES SYNDICATS PAR LES BEKES : MANIFESTATION DE LA CGTM LE 3 MARS.

La CGTM a décidé le mercredi 29 février d'appeler à une manifestation de rue le samedi 3 mars au matin, en vue de protester contre l'attaque de la maison des syndicats par les békés le mardi 21 février.

Cet appel, lancé plus d'une semaine après le coup de force des grands patrons, ne relève certes pas d'une grande vigueur, ni d'une grande promptitude à la riposte de la centrale ouvrière.

En effet, face à une attaque patronale telle que celle du 21 février, il devrait s'agir, pour une centrale ouvrière de lutte. de répondre au plus viste etau coup pour coup à l'arrogance de ces patrons de combat pour leur ôter l'envie se s'attaquer personnellement ou par leurs milices, au mouvement ouvrier.

Et pour cela la mobilisation énergique et déterminée des travailleurs les plus décidés entrainant un nombre de leurs camarades est nécessaire.

Est-ce à ce type de démonstration qu'appelle la direction de la CGTM ou s'agira-t-il d'une simple manifestation de principe ?

On le saura dès samedi.

Quant aux autres syndicats, ils n'ont pas encore fait connaitre leur position autrement que par des communiqués, de protestation.

Tout montre aux travailleurs que s'ils veulent véritablement mettre fin aux exactions patronales, ils doivent d'abord compter sur eux-mêmes, sans attendre sur les directions syndicales qui souvent se montrent plus rapides à défendre leurs intérêts de boutiques qu'à organiser la riposte aux menées des capitalistes.

GREVE DES LYCEENS A CAPESTERRE BELLE-EAU

Lundi 27 février au matin, les élèves du LEP de Capesterre Belle-Eau ont fait une grève et ont manifesté dans les rues.

A leur mouvement s'étaient joints les parents d'élèves, et ils étaient soutenus par leurs professeurs. Le maire de Capesterre leur a aussi apporté son soutien.

En effet, dans ce lycée, il manque un professeur d'éducation physique et un professeur de mathématiques. Au total, ce sont 700 élèves à qui il manque au moins un professeur.

Ce mouvement vient immédiatement après la greve des lycéens de Baimbridge, qui réclamaient un professeur de mathématiques, et d'autres mouvements, comme celui des collégiens de Trois-Rivières et de leurs parents.

Le manque de professeur d'éducation physique à Capesterre montre la désorganisation qui règne dans l'administration et le peu de cas que cette dernière fait des intérêts des maîtres et des élèves. Car au début de cette année scolaire, plusieurs maîtres d'éducation physique guadeloupéens qui venaient d'être titularisés ont été nommés hors du département, sans qu'ils en aient exprimé le voeu.

Tous les problèmes qui touchent les écoles et qui ont suscité plusieurs mouvements de colère depuis le début de l'année, professeurs non remplacés, postes non pourvus, cantines qui ne fonctionnent pas, manque de matériel etc...sont loin d'être insolubles. Ils sont le résultat d'une politique de l'Etat qui, dans cette période de crise, attribue les budgets des services sociaux au compte-goutte. Il suffit souvent d'un mouvement de colère des élèves et de leurs parents pour qu'un professeur soit trouvé ou quelques crédits supplémentaires alloués. Mais le problème des restrictions budgétaires de l'Etat dans les services publics demeure. Les questions de salaire, d'équipement, de postes, continuent à se poser, en particulier dans les hôpitaux et les écoles.

Ils ne peuvent que devenir plus graves avec le développement de la crise et la politique des dirigeants de la bourgeoisie.

A propos de la baisse des prix de la presse-avion : Hachette-Antilles bluffe

A grand renfort de publicité sur les ondes radio, l'entreprise de Messagerie de Presse, cherche à faire croire que le coût de la presse venant de France serait en diminution.

En fait, Hachette-Antilles ne fait qu'utiliser une vieille ficelle des coutumiers de la promotion mercantile.

Cela se résume à baisserle prix d'un produit qui ne se vend pas, tout en augmentant le tarif des autres produits dont la vente se maintient, et le tour est joué, la publicité se chargeant du reste.

Il faut savoir que les 32 % de diminution annoncés concernent seulement 2 hebdomadaires sur une quarantaine de titres. Il s'agit de : «V.S.D.» et «JOURS DE FRANCE.»

Pour les titres dont la vente se porte bien les prix n'ont guère bougé citons au hasard : «PARIS-MATCH» ««LE POINT» «LE NOUVEL OBSERVATEUR» qui sont restés au même tarif.

Par contre les quotidiens ont franchement augmenté pour certains : «L'HUMANITE» »L'EQUIPE» «LE MONDE» «LIBERATION» «LE QUOTIDIEN DE PARIS» «LE MEILLEUR».

Et cela se comprend, puisque la vente de ces quotidiens rapporte beaucoup plus.

En cela Hachette-Antilles ne mène qu'une politique commerciale bien connue.

Mais pour ce qui serait de rendre plus accessibles les moyens d'information au grand public en diminuant sur les profits réalisés par ce grand monopole de la messagerie qu'est le groupe Hachette, on ne se fait aucune illusion.

Non, quoiqu'en dise la publicité, il n'y a vraiment rien changé du côté du tiroir-caisse d'Hachette-Antilles.

GUADELOUPE :

DEMARRAGE DE LA RECOLTE

SUITE DE LA PAGE 1

veau des SICA cessait, etc, etc...La relance et le maintien de la canne ne dépendent pas seulement des mesures prises en Guadeloupe. Elle dépend, tant que nous sommes dans ce système, des capitalistes eux mêmes. Et dans les années qui viennent, il est loin d'être sûr. qu'ils veuillent continuer à faire des affaires dans ce secteur qui s'avère de moins en moins rentable.

Du sucre, il y en a en quantité dans le monde et souvent il est fabriqué à des coûts moindres.

Alors malgré la relance promise, malgré les prêts accordés, les subventions payées chèrement par le contribuable, il y a de grandes chances pour que les capitalistes qui se maintiennent jusqu'à cette année dans cette industrie décident de plier bagages. Entre temps, ils auront eu tout le loisir d'investir une bonne partie des sommes allouées dans d'autres secteurs plus rentables pour eux.

Cette donnée là celle qui dépend des cours mondiaux et de la situation économique générale, bon nombre de ceux qui veulent à tout prix présenter la canne comme matière première d'une industrie d'avenir, en parlent bien peu et ne semblent même pas s'en soucier.

OUVERTURE DE LA RECOLTE 84 :

LE GOUVERNEMENT DE GAUCHE

SE COMPORTE COMME SES PREDECESSEURS

La récolte dont l'usine Gardel a été la première à donner le coup d'envoi a été arrêtée par une grève des planteurs et des coupeurs organisée par les syndicats UPG et UTA. Les raisons de cette grève : le prix de la tonne de canne n'étant pas fixé à la date d'ouverture de la récolte.

Comme avec les gouvernements de droite les planteurs voyaient la récolte débuter sans savoir à quel prix ils allaient vendre leur produit. De ce point de vue aussi le gouvernement de gauche ressemble étrangement à ceux qui l'ont précédé. Ce n'est que l'an dernier, et visite politique oblige, que Mauroy de passage en Guadeloupe avait fait un geste quelque peu spectaculaire en relevant le prix de la tonne de canne de 16 % d'un coup. Mais ce n'était là qu'un geste sans lendemain. Ce qui s'est passé au début de la récolte le prouve. Il a donc fallu que les planteurs et les ouvriers agricoles fassent grève pour que le jour même de la réunion de la commission professionnelle le gouvernement annonce le prix 1984 de la tonne de canne. Par rapport à 1983, il est augmenté de 8,69 % ce qui correspond à la hausse des prix entre Novembre 1982 et novembre 1983. En définitive pour une richesse 9 le planteur touchera 239 frs 27 par tonne , à cela va s'ajouter une prime de 40 frs/tonne pour ceux des planteurs cotisant à la caisse des exploitants agricoles et de 25 frs pour cette année seulement pour ceux qui n'en sont pas adhérents ou qui ne sont pas à jour de leurs cotisations.

Non seulement le gouvernement a attendu le début de la récolte pour fixer le prix de la canne, mais en plus il a trouvé un subterfuge pour grignoter sur les revenus des planteurs. C'est bien de cela qu'il s'agit lorsqu'il indexe le prix de la canne sur les indices de prix compris entre novembre 1982 et novembre 1983. Ce n'est ni un hasard ni une erreur technique. Il est évident que si le prix avait été indexé sur les indices compris entre janvier 1982 et Décembre 1983, c'est de 9,9 % qu'il aurait fallu relever le prix de la tonne de canne. En procédant comme il l'a fait c'est de 1,31 % que le gouvernement amputte le pouvoir d'achat des planteurs par tonne de canne livrée.

Sans compter qu'il introduit une discrimination entre planteurs cotisant à la caisse des exploitants et planteurs n'arrivant pas à régler ces cotisations. Les planteurs ont fait la démonstration qu'ils n'en sont pas dupes. Ils pourraient bien avec les ouvriers agricoles faire à nouveau entendre leur mécontentement dans un avenir plus ou moins proche.

GREVE AU CENTRE ORTHOPEDIQUE JABES

Depuis le 3 février, les travailleurs du centre orthopédique appartenant à M. Jabès, un Guadeloupéen, sont en grève. Ils exigent l'annulation du licenciement d'un de leurs camarades. Lors de ses rencontres avec les responsables syndicaux (UGTG), celui-ci n'a pu justifier clairement ce licenciement. En réalité il a tenu à sanctionner ce travailleur qui a pris l'initiative de mettre sur pied une section syndicale dans le centre.

Devant la détermination des travailleurs, il est revenu sur sa décision de licencier en proposant une mise à pied de 4 à 2 mois.

Mais ces propositions n'ont pas été acceptées. Les travailleurs refusent toute forme de sanction et sont décidés à faire respecter leurs droits syndicaux.

Profitant de leur action, ils réclament aussi :

- 20 % d'augmentation de salaire
- la prime d'ancienneté
- une prime de transport et l'établissement d'un réglement intérieur.

Pour l'instant Jabès reste sur ses positions.

D'après les grèvistes, il tente de diviser le personnel et d'user de l'intimidation policière pour faire reculer les travailleurs. C'est ainsi que deux travailleurs n'ont pas suivi le mouvement sous les pressions de Jabès. L'un d'entre eux, qui a plusieurs années de service viendrait d'être gratifié de 300 F de prime de transport.

Prétextant qu'il aurait reçu des menaces Jabès n'a pas hésité à faire venir sur place des policiers.

Toutes ces manoeuvres n'ont pas fait reculer les travailleurs en grève. Bien que n'étant pas nombreux (4 grévistes sur 6 employés) ils ont décidé de poursuivre leur mouvement.

D'après eux, Jabès joue aussi la carte «sentimentale» en déclarant qu'il est guadeloupéen et que c'est pour le bien des Guadeloupéens qu'il a créé ce centre. Il ne comprend pas pourquoi des guadeloupéens comme lui cherchent à tuer son entreprise.

Les travailleurs ne se laissent pas prendre par ce chantage. Ils exigent de meilleures conditions de travail et le respect du droit syndical.

Mais le licenciement de leur camarade a été en plus pour ces travailleurs l'occasion de rentrer en lutte pour leurs rendications.

En effet, ils sont toujours au SMIC alors que le centre fonctionne depuis 14 ans. Il n'y a pas longtemps que les deux plus anciens, après 9 ans de service ont obtenu une prime de transport.

Au départ il n'y avait que ces deux travailleurs dans le centre. Aujourd'hui ils sont six vu l'importance que l'entreprise a prise.

Ces six travailleurs fabriquent les prothèses et sont les plus mal payés. Deux kinésithérapeutes blancs s'occupent de la rééducation. Ils percoivent eux 50 % des bénéfices.

Le centre connait un développement plus en plus important car ses commandes de prothèses sont faites non seulement en Guadeloupe mais aussi en Guyane.

Il semblerait aussi qu'il ait un marché dans certaines îles anglaises de la Caraibe.

Les prothèses fabriquées par les travailleurs ne sont pas bon marché. La plus simple par exemple la «prothèse de contact», coûte environ 8000 F. La plus chère dépasse les 10.000 F.

Les bonnes affaires que Jabès réalise, les travailleurs n'en profitent pas et ceux-ci qui fabriquent tout ce matériel s'en rendent bien compte. Jabès voudrait que l'entreprise marche et qu'il empêche les bénéfices sans que les travailleurs ne voient plus salaires augmentés et leurs conditions de travail s'améliorer.

Patron guadeloupéen ou pas ce qui compte pour ces messieurs, c'est de vivre avec de plus en plus de richesses sur le dos des travailleurs.

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA SECTION CGTG GROSSE-MONTAGNE.

La section CGTG de Grosse-Montagne tient à informer l'ensemble des travailleurs et la population de la Guadeloupe que 4 semaines se sont déjà écoulées depuis qu'elle a communiqué aux dirigeants de l'usine une liste de revendications qu'elle entend voir satisfaites avant l'ouverture de la récolte. Ces revendications sont les suivantes :

1) Départ de tous les cadres métropolitains dont le salaire est le double des salaires payés aux employés qui avec une formation au moyen de stages, comme ceux offerts aux cadres blancs récemment arrivés, pourraient sans grand mal assumer les tâches confiées à ces cadres.

2) Reclassification comme ouvriers permanents de tous les saisonniers qui répondent aux critères exigés.

3) Le fonctionnement normal du Comité d'entreprise.

La section syndicale CGTG de l'usine fait savoir que sans la satisfaction de l'ensemble de ces revendications par la direction elle n'acceptera pas le démarrage de la récolte.

COMMUNIQUE

Nous publions ci-dessous des extraits d'un communiqué de la CSTM daté du 21 février 1984 à propos de l'attaque de la Maison des Syndicats par des békés.

...Au nom des travailleurs Martiniquais, la CSTM ELEVE une énergique protestation après cette agression fasciste des békés contre la classe ouvrière et ses syndicats.

Le vrai responsable du blocage du Port est le Président de la Chambre de Commerce qui commet le délit d'entrave à l'exercice du Droit Syndical des travailleurs des Services Portuaires.

Depuis le 28 Octobre 1983, la CSTM a légalement constitué une Section Syndicale et commencé les Négociations sur les Revendications.

Jusqu'à aujourd'hui le Président de la Chambre de Commerce n'a déposé aucune contestation devant les Tribunaux compétents

Puisqu'il n'ose le faire la CSTM a décidé de porter plainte pour Entrave au Droit Syndical des Travailleurs.

La CSTM DENONCE les Békés qui trompent les petits planteurs.

Ils savaient qu'il y avait grève sur le Port depuis le 8 février, ils ont quand même donné l'ordre de couper la banane.

Ils savent qu'ils seront indemnisés par la Compagnie CGM pour toutes les bananes qui ont pénétré sur le Port. Cela ils le cachent aux petits planteurs....

ECHOS DES ENTREPRISES

Extrait du bulletin Employés de Commerce.

K-DIS RAIZET : LE COMMERCE EST ARRETE, MAIS LES PETITS TRAFFICS S'ORGANISENT....

De Reynal et le sous directeur se sont-ils transformés en manutentionnaires ces jours-ci ?

Alors que le magasin est fermé, on les aurait vus transporter diverses marchandises (pas trop abimées par les flammes) dans leur voiture personnelle et s'en aller les coffres bien pleins sous l'oeil bienveillant des vigiles. Pour aller où ? Mystère..

On pourrait se demander si De Reynal et son acolyte n'auraient pas l'intention d'ouvrir un petit «lolo», ou même un magasin :

Pour ces gens-là, il n'y a pas de petits profits !

MISES EN SCENE DES PATRONS DU COMMERCE POUR NE PAS AUGMENTER NOS SALAIRES.

Les syndicats du commerce : CGTG et MASU, ont rencontré le patronat. Jusqu'à présent celui-ci veut maintenir les 5 % d'augmentation de salaire décidés par le gouvernement. Quant aux syndicats, ils réclament des augmentations supérieures à 5 %.

La belle aubaine trouvée par les patrons des Ets Reynoir, pour ne rien donner en plus est évidemment le récent attentat qui à détruit K-DIS Raizet. Et les autres patrons du commerce, entre autres Paulin, patron de Prisunic Hibiscus, d'accorder leurs violons avec ceux des Ets Reynoir.

Toutes ces pleurnicheries ne sont qu'une mise en scène, pour K-DIS Raizet, les patrons ne perdent pas un sou avec le remboursement des assurances et envisagent de réouvrir le magasin en peu de temps. Quant aux autres patrons du commerce, de quoi se plaignent-ils ?

Ils se gardent bien de parler des super profits que certains d'entre eux comme Paulin réalisent avec leur clientèle qui a doublé depuis que K-DIS Raizet est fermé !

Guadeloupe :
METEO : LES PETITS FONCTIONNAIRES SONT-ILS RESPONSABLES DE L'INFLATION ?

Mauroy, premier ministre français , a communiqué aux divers ministères une note exhortant tous les fonctionnaires à veiller à ce que la lutte contre l'inflation soit un souci permanent.

Cette note n'a pas manqué d'être affichée notamment à la Météo. Certes, nous n'ignorons pas qu'il y a du gaspillage à tous les niveaux dans l'administration.

Entre autres, il n'y a pas si longtemps, il était fréquent de rencontrer un peu partout, notamment sur les plages, une voiture de service conduite par un chef météo qui la conduisait encore une semaine après sa retraite.

Mais enfin, tout cela est bien peu de choses si on le compare avec les sommes colossales dépensées inutilement par l'armée entre autres. Nous qui sommes dans un aéroport, avons récemment vu une démonstration d'avions «Jaguar» revenant de manoeuvre aux U.S.A Combien de millions ont été dépensés pour un tel déplacement ?

Quand on sait que lesdits Jaguar volent (et à l'occasion se font descendre) au Liban et au Tchad, sans compter les autres unités, on pourrait demander à Mauroy de retirer la poutre qui est dans l'oeil de son copain Hernu avant de s'en prendre à la paille que l'on peut trouver ailleurs. Ne parlons même pas de subventions aux capitalistes qui en profitent pour spéculer....

Quand Mauroy aura réglé cela, nous consentirons si besoin est à économiser le papier et à tailler nos crayons avec parcimonie...

BNP : LES EMPLOYES BLANCS AURAIENT-ILS DES PRIVILEGES ?

Que nos directeurs blancs tous sans exception aient droit à toutes sortes d'avantages, de primes de ceci ou de cela etc... cela est déjà scandaleux et inadmissible !

Certaines promotions que vient d'obtenir une employée, qui a tout simplement la «chance» de n'avoir pas comme la majorité d'entre nous, l'épiderme coloré, nous conduisent à dire qu'il y a dans notre établissement deux poids et deux mesures : Avantages et privilèges vont toujours aux mêmes, et comme par hasard à tous ceux qui ne sont pas noirs.

Après cela, il y en a qui s'étonnent que les travailleurs et employés de la Guadeloupe, comparent leur situation à celle des Africains noirs du Sud qui subissent le régime de l'apartheid.

En réalité ceux qui pensent comme cela ont raison, à voir ce que nous connaissons à la B.N.P.

EDF Martinique
UN OUVRIER NOYE POUR LE PROFIT.

Quand il s'agit de faire du profit, les patrons ne reculent devant rien.

Une entreprise travaillant pour le compte de l'E.D.F. à la nouvelle Centrale de BELLE FONTAINE a carrément envoyé à la mort l'un de ses ouvriers engagé par une agence intérim

On a demandé à ce travailleur de visser une plaque dans la station de pompage d'eau de mer sous une profondeur de 4 mètres.

Il n'avait ni masque ni bouteille mais seulement son slip et une clé.

Ce travailleur n'a pu remonter à la surface, il est rester accroché sous la grille de séparation de l'échangeur d'eau de mer.

Aujourd'hui ses patrons tentent de se disculper. Après avoir tué pour le profit, ils veulent accuser la victime.

ON A FROLE LA CATASTROPHE !

Les mauvaises conditions de travail font partie de la vie quotidienne à l'usine.

Cette semaine encore deux mécaniciens ont frôlé la catastrophe. Ils démontaient une culasse sur le groupe GF 24, en utilisant le pont roulant. Pendant la tractation de la charge, le frein électromagnétique a cédé. La culasse qui pèse près d'une tonne est tombée sur la passerelle et a été retenue par celle-ci.

Au moment où la charge a chuté les deux mécaniciens étaient fort heureusement sur le côté. Mais en sera-t-il toujours ainsi ?

Oui nous devons exiger la vérification régulière des circuits et exercer notre propre contrôle.

Fort-de-France
ECHOS DES HOPITAUX
LA MEYNARD : BLANCHISSERIE TECHNIQUES DE POINTE, CONDITIONS DE TRAVAIL INHUMAINES.

La direction a souvent dans le passé salue hypocritement les travailleurs de la buanderie, déclarant même que leurs conditions de travail étaient particulièrement pénibles.

Et à chaque revendication il nous était répondu «attendez la Meynard» etc....etc....

Bien, maintenant nous y sommes. Si nous avons de belles machines neuves et performantes, nous pouvons constater par contre qu'ils nous ont oubliés pour le reste

En effet, nous n'avons pas de placards, une seule douche pour la salle de triage du linge sale, quant au casse-croûte, nous sommes obligés de le prendre assis par terre dans les escaliers puisque la salle de détente sert pour l'instant d'atelier et se résume en fait à un trou noir sans aération.

La Meynard, c'était le miroir aux alouettes. Et toutes les paroles de «pitié» de la direction à notre égard prennent vraiment toute leur signification actuellement.

GREVES SUR LE PORT DE FORT-DE-FRANCE

SUITE DE LA PAGE 1

la majorité des membres est syndiquée à la CGTM , l'autre est syndiquée en majorité à la CSTM (6 personnes).

Or la Chambre de Commerce refuse de reconnaître la représentativité de la CSTM, prenant prétexte que ce syndicat n'est pas affilié à l'une des 5 centrales ouvrières de France !

Voilà donc les békés, Huygues Despointes en tête, qui se mettent à donner des leçons de syndicalisme aux travailleurs ! Les ennemis mortels des travailleurs se permettent de leur dicter quel syndicat serait convenable, quel autre syndicat ne serait pas convenable pour eux. Voilà le mépris dans lequel les descendants des esclavagistes tiennent les travailleurs actuellement.

Tout à l'heure n'iront-ils pas jusqu'à ordonner aux travailleurs quel plat il leur faut manger, quels habits mettre ? Déjà ils veulent obliger ceux des portiques à rejeter tel syndicat pour choisir tel autre !

Les travailleurs n'ont pas de leçons à recevoir de De Meillac ou d'un quelconque de Jaham.

Est-ce à dire que la tactique employée par la CSTM était la meilleure pour faire reculer les patrons ? Ce n'est pas évident. Car il faut bien voir que les travailleurs des portiques sont relativement isolés à l'heure actuelle, ce qui permet les manoeuvres les plus grossières de la part des patrons.

Nous ne savons pas tout ce qu'il aurait été possible de faire pour que les petits planteurs notamment ne soient pas trop lésés dans le mouvement. N'aurait-il pas été possible, en prévenant longtemps à l'avance, en s'assurant des appuis du côté de la CGTM des dockers présents sur le port, de gagner une fraction de la population à ce combat et d'isoler les gros planteurs. Il faut dire qu'à notre connnaissance la direction de la CSTM n'a pas tenté grand chose de ce point de vue là.

C'est ce qui permet qu'aux yeux de la population le mouvement des portiqueurs a pu apparaître comme un mouvement de gens "méchants" irresponsables , prêts à "ruiner l'économie du pays," prêts à faire en sorte que des milliers d'ouvriers soient mis au chômage technique comme le répètent les békés à cors et à cris"

Mais si les travailleurs et même les petits planteurs peuvent reprocher à la direction de la CSTM son manque de souci des problèmes réels soulevés par leur grève, il n'est nullement besoin pour eux de reprendre les arguments des patrons.

Ces messieurs sont de grands hypocrites lorsqu'ils parlent de la ruine de l'économie du pays. Car les premiers et principaux fossoyeurs de la Martinique, ce sont eux.

Prenons l'exemple de Ti Laurent de Meillac, porte-parole du SYNBAMA. Syndicat de planteurs de banane. Ce monsieur s'est rendu célèbre il y a plus de 10 ans par ses méthodes brutales d'exploitation sur l'habitation de l'Anse Charpentier au Marigot. Le journal "Révolution Socialiste" s'était fait l'écho à de nombreuses reprises des manoeuvres de De Meillac pour surexploiter les travailleurs : non paiement des heures supplémentaires, paiement en retard des congés payés, etc. De Meillac a mis en friches cette exploitation de plus de 140 hectares, réduisant au chômage plusieurs dizaines d'ouvriers qui y travaillaient. Actuellement il fait de l'écrevisse et plante des tomates hydroponiques (méthodes de culture hors sol). De Meillac est président de la SICAMA. Voilà donc l'homme qui après avoir fort heureusement reconverti ses affaires en se débarrassant de plusieurs dizaines de travailleurs , accuse les syndicats de ruiner l'économie du pays.

On n'a jamais accusé ceux qui ont fermé en 20 ans une dizaine d'usines, licencié des milliers d'ouvriers agricoles, mis en friches plus de 20.000 hectares de terres d'avoir ruiné l'économie du pays ! Au contraire ce sont les mêmes, les De Meillac, les Fabre, les De Lucy qui accusent les travailleurs parce qu'ils ne se laissent pas faire !.

Et il faut remarquer comment s'est faite la manoeuvre des capitalistes contre les travailleurs des portiques: d'un côté, voilà Garcin De Meillac qui crient que "les syndicats les emmerdent" (paroles de De Meillac). De l'autre la chambre de commerce, dirigée par les parents des mêmes Fabre et de De Meillac (Cottrell, Hayot, Despointes) qui veulent dicter aux travailleurs quelle organisation syndicale choisir. On peut croire avec de bonnes raisons qu'ils s'agit là d'une provocation montée par le patronat pour mettre les travailleurs à genoux.

La meilleure preuve est donnée par l'agression de la Maison des Syndicats. Il ne s'agit là nullement d'un débordement, de troupes, comme le disait De Meillac. C'est une action mûrement réfléchie, qui s'est déroulée au petit matin, alors que les travailleurs ne pouvaient pas riposter à ce coup de force. Les capitalistes voulaient montrer, même de manière symbolique qu'ils pouvaient s'en prendre sans dommages aux lieux de réunion des travailleurs.

Cette attaque patronale, et toutes les grandes manoeuvres qui se font autour doivent être l'occasion pour nous, travailleurs de réfléchir sérieusement aux moyens à mettre en oeuvre pour rabaisser le caquet des exploiteurs.

Jacques BRUEL

IRAN - IRAK : UNE GUERRE QUI SERT L'IMPERIALISME.

A l'heure ou nous écrivons la guerre entre l'Irak et l'Iran qui dure depuis 3 ans et demi fait rage.

D'importants moyens matériels et humains sont en ce moment engagés sur le front D'après la presse internationale 500.000 hommes de chaque côté se livrent à une tuerie épouvantable pour défendre les intérêts nationnaux de leurs bourgeoisies respectives.

Rappelons que cette guerre fut declenchée au cours du mois de septembre 1980. En effet, profitant de l'affaiblissement de l'Iran à peine sorti d'une guerre civile, le gouvernement Irakien déclencha les hostilités dans le but de satisfaire des revendications territoriales mais aussi dans celui d'occuper dans cette partie du monde la place qu'occupait jusque là aux yeux de l'impérialisme américain, le gouvernement du chah d'Iran avant la révolte des masses populaires qui ont conduit l'Iman Komeiny au pouvoir.

Cette guerre que le gouvernement de Bagdad comparait à «Une simple promenade militaire» s'est révélée plus meurtrière que ne l'avaient prévu les dirigeants Irakiens. Et loin d'affaiblir le régime de Komeiny, elle a eu sur celui-ci l'effet contraire. C'est à dire qu'elle servit à resserrer les rang des partisans de Komeiny, ce fut aussi pour lui un bon prétexte pour imposer des conditions de travail draconniennes à la classe ouvrière, en allongeant les journées de travail, en diminuant considérablement les salaires et pour détourner le mécontentement des masses pauvres face à une situation économique catastrophique .

De l'autre côté du front cela eut aussi des effets similaires. Car toute l'attention de la population est détournée vers la défense du territoire national et tous les moyens sont bons pour extorquer des biens en espèce et en nature à la population.

Au delà de la guerre que se livrent Irakiens et Iraniens sur le terrain il y en a une autre que se livrent les grandes puissances par belligérants interposés.

Cette guerre entre l'Iran et l'Irak constitue actuellement un des principaux marchés de vente d'armes. Les impérialismes français, anglais, américain soutiennent l'Irak et le fournissent en armes. Il en est de même d'ailleurs pour l'Union Soviétique.

D'autre part, tout le pétrole du Moyen Orient issu de cette région et nécessaire à l'économie européenne et américaine transite par le détroit d'Ormutz dont le passage est contrôlé par le gouvernement irakien. C'est donc que du point de vue stratégique cette région a une grande importance pour l'ensemble des pays capitalistes dépendant du pétrole du Moyen Orient. Or le gouvernement iranien menace de bloquer le détroit s'il devient impossible à leurs pétroliers de circuler librement dans le détroit et en cas d'intervention des Etats Unis pour soutenir le gouvernement de Bagdad.

Finalement l'issue de cette guerre paraît bien incertaine même si en ce moment l'armée iranienne a porté la guerre sur le territoire irakien. Cependant quelle que soit l'issue de ce conflit, le véritable gagnant ne sera ni le peuple Iranien, ni le peuple Irakien mais l'impérialisme. En s'entretuant ainsi au nom des intérêts de leurs bourgeoisies respectives ces peuples sortiront très affaiblis du conflit, ce qui va accentuer leur dépendance vis à vis de l'impérialisme et aggraver leurs conditions d'exploitation.

Suite de l'éditorial.

prend une importance aussi grave, et où la toile de fond est faite du problème racial Les exploiteurs veulent les avantages de l'exploitation sans ses inconvénients.

Bien sûr, comme l'a dit un magistrat, le bidon-ville de Grand-Baie à l'entrée de la zone touristique du Gosier, c'est génant,

Mais il n'y a pas que celui-la,. Toutes les cases pauvres qui s'éparpillent de-ci de-là le long des routes, le sont aussi. Et pourquoi pas les pauvres eux-mêmes ? Comme on l'entend dire à certains racistes, «la Martinique et la Guadeloupe, c'est beau, mais il y a les gens» !

Les riches ont besoin des pauvres pour s'enrichir mais ils n'aiment pas le spectacle de leur pauvreté.

Mais malgré les attentats, les bombes, en réalité, ils n'ont pas encore des raisons réelles de s'alarmer. Pour l'instant, il y a plus de jeunes qui dansent le Smurf et frappent le Gro Ka que de jeunes qui cassent des vitrines et brulent des bagnoles.

Mais il est vrai qu'on peut considérer la situation comme instable. Et si demain des jeunes révoltés rejoignaient par milliers les luttes et les aspirations des travailleurs, alors là, les exploiteurs de tous bords et de toute couleur auraient bien raison de s'alarmer.

A propos des déclarations de Michèle Cotta : Les explications de Radio Tambou, ou les aveux d'une politique.

Lors de sa récente visite en Guadeloupe, Michèle Cotta, qui dirige la Haute Autorité de l'audio-visuel, a déclaré que toutes les radios-libres qui n'avaient pas d'autorisation officielle avaient déposé une demande de facon à être légalisées. La question de la déclaration légale des radios libres avait été posée à la suite de la fermeture de Radio Unité le 4 janvier 1984 puisque les autorités avaient pris comme prétexte pour fermer cette radio, qu'elle n'avait pas d'autorisation légale. Elle était d'ailleurs loin d'être la seule.

A cette époque, lorsque la question de la légalisation avait été mise en avant Radio-Tambou avait réaffirmé qu'elle se considérait comme une radio-rebelle, et avait déclaré n'avoir elle non plus rien à faire avec les autorisations légales de l'Etat francais.

Un certain nombre des auditeurs de Radio-Tambou , ont donc été surpris d'entendre par la bouche de Michèle Cotta, que toutes les radios, y compris radio tambou , avaient déposé une demande de légalisation auprès de l'Administration.

Certains d'entre eux ont téléphoné à la radio pour demander ce qu'il en était.

D'après les réponses des responsables de Radio Tambou, il apparait qu'effectivement, peu de temps après la fermeture de radio unité une demande de renseignements avait été adressée aux autorités.

Les responsables de la radio ont expliqué cette démarche en disant que le rapport de force entre eux et le gouvernement francais avait évolué, ces derniers temps. Ils en prenaient pour preuve, entre autres, le grand nombre de personnes qui avaient manifesté pour la liberté d'expression en Guadeloupe le 17 janvier dernier. Ces responsables de dire qu'il y avait eu alors une manifestation de 10.000 personnes (chiffre de Radio Tambou).

De toute façon quels que soient les relations et le rapport de force entre Radio-Tambou et l'administration, ce qui semblait avoir choqué certains auditeurs, c'est que Radio Tambou ait changé sa position sans rien expliquer et que cela soit par une déclaration de Michèle Cotta qu'ils aient pris connaissance de cette nouvelle tactique.

Et ces auditeurs se sont manifestés en téléphonant à la radio pour demander des explicatior

A toutes ces demandes d'explication les responsables de la radio ont tout simplement répondu qu'il n'y avait rien de choquant, ni d'anormal au fait de mener des négociations secrètes. Ils expliquaient même que c'était aux dirigeants d'un mouvement responsable de décider de l'opportunité de telles négociations.

Pout étayer leur point de vue, ils se référaient d'ailleurs à la fin de la guerre d'Algérie où pendant que la population pauvre se battait, les dirigeants du FLN menaient, en secret des négociations avec l'impérialisme français. Mais ce sont les mêmes dirigeants qui, une fois les accords passés avec l'impérialisme francais, imposaient leurs dictature à la population pauvre d'Algérie, bien sûr au nom de la nation algérienne.

Alors, les craintes, les réserves, exprimées par certains des auditeurs de Radio Tambou, même de façon mal formulée, étaient bien justifiées.

Car même si le problème de Radio Tambou est une question de détail par rapport à l'importance des luttes à mener, de telles méthodes et aussi les explications fournies à ce sujet par les responsables de Radio Tambou révèlent la conception des dirigeants de l'UPLG sur le rôle des travailleurs et des pauvres dans la direction des luttes à mener.

Pour eux, les masses mobilisées servent essentiellement de masses de manoeuvres afin d'«établir un rapport de force» pour que les chefs «responsables» soient considérés comme interlocuteurs ayant du poids par le gouvernement français.

Alors, les petites gens, les pauvres, les travailleurs ont bien des raisons d'avoir des doutes sur de telles méthodes. Plus que d'avoir des doutes, ils doivent se décider résolument à construire leur propre direction révolutionnaire dirigée et contrôlée par eux mêmes et représentant de façon claire leurs intérêts.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
COMBAT OUVRIER
Mr DUFEAL
Poste Restante Paris 113
Place de l'Hôtel de Ville
75004 PARIS
IMPRESSION
Imp. ERAVILLE & Fils S.AR.L.
Commission paritaire
No 51728